

LA FRANCE, EUROPE ET L' «IRREALPOLITIK»

Hubert Vedrine

La France, Europe et l' «Irrealpolitik»

La France n'est pas une puissance autonome, selon l'ancien responsable de Quai d'Orsay. Elle conserve une vraie autonomie de décision. Partisan d'une Europe forte, il refuse le postulat qui voudrait que les Etats-nations soient responsables de tous les malheurs du monde. Question: Dans votre livre Continuer l'histoire, vous parlez du consensus gaullo-mitterrand-chiracien, qui serait le fondement de la politique étrangère française. En quoi consiste-t-il? Réponse: Le fil conducteur de la politique étrangère de la Ve République depuis que de Gaulle l'a reformulée vers 1966-1967, avec les inflexions liées à la personnalité de chaque président de la République et, dans quelques cas, à la personnalité des ministres, c'est l'idée d'une autonomie de décision. L'idée que la France a sa propre politique étrangère. C'est là-dessus qu'il y a consensus. Ce n'est pas évident pour les Américains et pour certains de nos partenaires. Cela suppose une autonomie de pensée. Pendant la guerre froide, cette idée s'est traduite par la fidélité à nos alliés dans toutes les crises graves et, en même temps, par une grande liberté de mouvement à l'Est et au Sud. Depuis que nous sommes sortis de la guerre froide, il a fallu repenser la politique étrangère française. La France estime avoir le droit, dans certains cas, de contrer la politique américaine. D'avancer ses propres propositions sur l'avenir de l'Europe, sur l'organisation du monde, etc. Même si, sur chaque point d'application concret, sur les rapports entre réalisme, démocratie, et droits de l'homme, il y a des différences, voire des clivages, à l'intérieur de la gauche comme de la droite. Q: Pensez-vous que ce consensus sera maintenu pendant les prochaines années? R: Je ne vois pas ce que nous gagnerions à nous banaliser sous prétexte de nous moderniser. Je ne vois pas ce que l'Europe y gagnerait, ni le monde, notamment à propos de points de frictions très dangereux, comme la relation islam-Occident. Je crois qu'il faut maintenir ce consensus, et je m'oppose à certaines tendances de la droite, et même parfois de la gauche, allant dans l'autre sens. Q: Le sentez-vous menacé? R: Oui, par plusieurs courants. La menace vient de la résurgence d'une tendance atlantiste à l'ancienne, celle de la droite française prégaulliste. Mais ce courant existe aussi au Parti socialiste. Il n'est pas très visible, mais il n'est pas négligeable. On invoque la nécessité de la modernisation, les choses ne sont plus comme avant, le monde est global, de nouveaux acteurs sont apparus. Tout ce méli-mélo est utilisé pour pousser à une normalisation. La menace la plus insidieuse, c'est qu'une grande partie de l'opinion, à gauche comme à droite, a en quelque sorte intériorisé l'idée que nous n'aurions plus d'influence, que la France ne serait plus qu'une puissance «moyenne» et que, en conséquence, son autonomie de décision dans la «communauté internationale» serait devenue obsolète. Je trouve cette vision ingénue et dangereuse. C'est ce que j'appelle l'«Irrealpolitik». Il existe une version européenne de l'«Irrealpolitik» qui ne parle plus que des droits de l'homme. Je suis aussi attaché aux droits de l'homme que n'importe qui et je ne suis pas relativiste, mais je pense que ce que j'appelle le «droit de l'hommisme» exclusif est une posture de repli. C'est une sorte d'incantation, qui n'a presque aucun effet en dehors du monde occidental, et cela traduit une impuissance. N'ayant plus de pouvoir ni d'influence, nous en serions réduits à tenir des discours. Je ne m'y résigne pas. Q: Le discours peut aussi se révéler comme moyen d'exercer une influence. Voire de Gaulle... R: Je connais le poids des mots, bien sûr, mais croire qu'il n'y a plus que le discours ou la posture, c'est un aveu d'impuissance. On n'est plus une puissance qui compte, donc on fait des sermons! C'est une erreur. Q: Vous mettez aussi en cause l'europhisme? R: Là, c'est une autre chose, mais cela rentre également dans le champ de ma critique méthodique de l'irréalisme impuissant. Ce que j'appelle l'«européisme», pour le distinguer du sentiment proeuropéen, est le postulat suivant lequel les Etats-nations sont périmés, archaïques, dépassés, responsables de tous les malheurs du monde, et qu'il faut absolument leur substituer une superstructure qui va les rendre plus caduques encore. Les Européens voudraient vivre dans un monde post-historique, post-stratégique, post-national, et que l'Europe les protège. Quand je parle de maximalisme, je pense à cette volonté de construire l'Europe à marche forcée, par le haut, à coups de traités. Et, évidemment, cela ne marche pas! Je ne le dis pas pour peiner les gens. Je suis convaincu de la nécessité d'une Europe forte. Je propose plutôt de reprendre une démarche réaliste consistant à identifier les sujets sur lesquels les Européens sont en désaccord afin de surmonter ces obstacles. Une des erreurs des quinze ou vingt dernières années a été de croire qu'on allait faire une Europe plus forte, un système multilatéral plus efficace, un monde meilleur, avec des Etats affaiblis. Je pense qu'il faut revenir à une idée simple: on a besoin d'Etats, qui soient les fondements de l'ordre multilatéral pour que l'ensemble marche bien, d'Etats forts et efficaces, naturellement modernes et démocratiques. Idem pour l'Europe. Q: Les divers courants existent dans le débat intellectuel, mais dans la mise en œuvre de la politique étrangère française, on constate une grande continuité... R: A propos de la guerre en Irak, on n'a pas besoin de chercher beaucoup pour trouver des gens qui n'étaient pas contre, qui trouvaient que renverser Saddam Hussein justifiait quelques mensonges au passage. Un débat sur la question de savoir si une politique étrangère peut être essentiellement fondée sur les droits de l'homme ne serait pas mauvais en soi. Je pense que ce n'est pas suffisant pour fonder une politique étrangère globale crédible. Mais le débat serait très sain. Le monde qui est en train de se construire sous nos yeux ne correspond absolument pas à nos discours et à nos attentes. Q: Où se trouve la différence entre le monde multipolaire en gestation et celui dont on rêve? R: Dans le discours français, il est implicite que, parmi les pôles, il y a une Europe forte et, au sein de cette Europe forte, une France très influente. Or le monde multipolaire se développe sans nous demander notre avis et sans correspondre à nos schémas! Il peut y avoir un monde multipolaire qui se mette en place de façon désordonnée, qui n'apporte pas automatiquement la stabilité. Les pays émergents peuvent nouer des liens entre eux, en se passant des Européens et même des Américains. Il peut y avoir une Europe aboulique et une France qui aurait perdu la main. Bien sûr, l'inverse est aussi possible. Q: N'est-on pas confronté toujours au même dilemme: ou bien la France affirme sa position autonome mais, étant donné le rapport des forces, ses chances d'être entendue sont faibles, ou bien elle passe par la médiation de l'Europe, et elle est bien obligée de faire des compromis... R: Le dilemme n'est pas sans issue. On a tort de croire que nous n'avons une influence qu'à travers l'Europe. Il y a encore des parties du monde où l'influence française, les moyens d'action de la France, politiques, culturels, etc. sont recherchés et où la politique étrangère française est souhaitée. D'ailleurs, nos partenaires souhaitent que la France continue à être active. Cela n'enrichirait pas l'Europe d'être un regroupement de chiens battus. A nous d'exercer la plus grande influence possible en Europe, intelligemment, sans être prétentieux. L'Union européenne sera plus forte si elle rassemble des pays bien dans leur peau, qui savent ce qu'ils veulent. Il faut combiner ces diverses approches. Le dilemme est réel, mais il est surmontable. C'est une question de pratique et de ton. Q: Cette synthèse par le haut est de plus en plus difficile avec l'élargissement... R: Bien sûr, mais on n'a pas le choix. On ne va pas non plus attribuer toute la responsabilité au seul récent élargissement, sinon la politique étrangère européenne aurait été effectivement commune avant, ce qui n'était pas le cas. Q: L'issue, ce sont les coopérations par petits groupes, à géométrie variables, avec des compositions très différentes selon les thèmes. R: Oui, et ils constitueraient des moteurs variables. A partir du moment où ces petits groupes représentent la variété des sensibilités européennes et en même temps se comportent d'une façon qui ne braque pas les autres, ils pourront convaincre. De toute façon, je ne crois pas à une politique étrangère unique, et même pas non plus à une politique étrangère automatiquement commune, à vingt-sept. D'un autre côté, le plus petit commun dénominateur ne pèse pas. Se réunir pour dire qu'on est pour la démocratie et pour la paix, à qui ça sert? Je crois à un travail méthodique qui permettra aux Européens de passer en quelques années de désaccords nombreux à une convergence très forte. Au lieu de se vanter des petits résultats de la politique étrangère commune, il faut avoir le courage de dire: il y a des points fondamentaux sur lesquels nous divergeons. On n'avancera jamais si on ne le dit pas. Exemple: il y a un désaccord sur le principe même d'une «Europe puissance». Un désaccord sur la manière de se comporter vis-à-vis des Etats-Unis. Il y a la question russe qui divise les Vingt-Sept. Il y a la question proche-orientale sous l'angle concret. Il faut s'y atteler. Sans compter, bien sûr, les questions «globales», l'environnement, l'énergie, les pandémies, etc. Si les Européens identifient leurs désaccords et s'y attaquent, ils peuvent les surmonter et élaborer une synthèse très forte en dix ans. Cela n'est possible ni par la politique de l'autruche ni par la méthode Coué.





22/04/2007